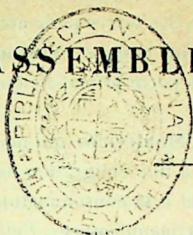


90.11.
A MESSIEURS LES MEMBRES

DE

50888
L'ASSEMBLÉE NATIONALE.



Une demande nouvelle de crédit, pour le subsidé accordé à Montevideo, est à l'étude dans la commission des crédits supplémentaires. L'Assemblée, en accordant son vote pour la somme demandée, réclamera sans doute du gouvernement une solution des affaires de la Plata conforme à la dignité comme aux intérêts de la France. Un plus long retard serait une ruine nouvelle pour ces intérêts en souffrance.

Le vote de 583 voix contre 7, dans la séance du 30 avril dernier, au sujet des affaires du Rio de la Plata, a consacré le principe que la France soutient depuis sept années : c'est la nécessité de conserver l'indépendance de Montevideo menacée par Rosas, indépendance à laquelle se rattachent tous les intérêts de la France et ceux du commerce européen.

Manufacturier employant un grand nombre de bras, j'observe, depuis longtemps, les débouchés des produits français se resserrant de plus en plus; nos colonies sont en souffrance et notre système colonial est détruit. Il ne nous reste, désormais, dans l'univers, que les pays dont nous saurons gagner les sympathies pour y propager nos rapports commerciaux.

Avant la guerre qui désole le Rio de la Plata, nous échangeons annuellement pour environ quarante millions de francs avec ce pays. Le tiers de cette somme alimentait les ateliers de la capitale; elle est réduite aujourd'hui au cinquième de son importance, comme l'exportation générale de France pour cette contrée.

Au Brésil, nos exportations s'élèvent encore à quarante millions;

80.543

elles subiraient le sort de celles de la Plata si, par l'abandon de Montevideo, nous ouvrons à l'ambition de Rosas l'accès du Brésil dont son armée menace déjà les frontières.

A la Havane, au Mexique, nos manufactures de toutes sortes luttent péniblement contre la concurrence active, intelligente des États-Unis.

Des débouchés pour nos manufactures, des terres pour notre population exubérante, tels sont nos plus pressants besoins, et le sanctuaire de l'Amérique du Sud nous est ouvert par sa porte principale qui est Montevideo, ce Gibraltar transatlantique.

Fermer cette porte, par l'abandon de Montevideo qui nous tend les bras, ce serait renoncer volontairement à une émigration continue de notre population aujourd'hui déclassée, et à la consommation qu'elle y ferait renaître de nos produits agricoles et manufacturés. Cette porte de salut se ferme pour nous depuis le commencement de la guerre; l'ouvrir de nouveau, c'est préparer un asile contre la faim par le travail, c'est exciter notre commerce, c'est activer notre marine. En un mot, sauver Montevideo de la ruine qui le menace, c'est retrouver, dans toute l'Amérique, la juste influence que nous y perdons depuis sept ans.

Tels sont les intérêts vitaux que renferme cette question de la Plata, la plus grande, et pour le présent et dans l'avenir, pour nos rapports d'outre-mer.

Je le sais, nos finances sont embarrassées, de lourdes charges pèsent sur le trésor; mais faut-il sacrifier de si puissants intérêts à quelques difficultés du moment? La France n'a-t-elle pas vu, en d'autres temps, les finances dans un état plus grave, et cependant tout a été réparé. Le seul moyen d'alléger ces charges n'est-il pas de vivifier toutes les sources qui concourent à la production des revenus de l'État? Que l'industrie reprenne son essor, que nos produits agricoles et manufacturés retrouvent des débouchés, et vous verrez renaître et s'accroître, avec la prospérité nationale, tous les revenus qui alimentent le trésor.

Je ne finirai pas sans signaler à toute l'attention de l'Assemblée la tactique employée par les adversaires de Montevideo pour toujours et sans cesse égarer l'opinion. Depuis quand, en effet, les hommes qui, par leur intelligence et leur activité, avaient procuré à la France des débouchés pour près de quarante millions par année; depuis quand, dis-je, ces hommes ont-ils mérité le nom d'aventuriers? (Voir la *Presse* du 10 juillet dernier.) Ce sont aussi des aventuriers, ces Français

tous pères de famille ou chefs de maisons qui avaient acquis laborieusement de vastes possessions dans la campagne de Montevideo, et qu'on a vus, en un jour, en une heure, arrachés à leur foyer, dépouillés de leurs biens, poussés comme de vils troupeaux à travers la campagne, puis garrottés comme des malfaiteurs, pour être entassés, après un voyage pénible, en qualité d'otages, dans d'immondes prisons. La faim, la soif, le dénûment, même les fers aux pieds, rien n'a manqué aux tortures de ces hommes dont le seul crime était d'être Français !

Voilà pourtant de ces faits que la France ignore, parce que ces aventuriers, ces nobles aventuriers, il faut le dire, préoccupés des intérêts généraux et de la dignité du pays plus que de leur intérêt personnel, ont gardé jusqu'ici le silence, pour ne pas entraver les débats de la politique. Eh ! ne voit-on pas, dans l'impunité qui couvrirait de pareils actes, un encouragement à des avanies nouvelles, incessantes ?

J'en ai la foi, l'Assemblée législative, comme l'Assemblée constituante, étendra son action protectrice sur de si graves intérêts méconnus ; elle dira, par son vote, à nos manufacturiers, à nos *exportateurs*, qu'ils peuvent hardiment rouvrir les ateliers, donner du travail à tant de bras inoccupés, et que la protection du gouvernement ne faillira pas plus à la sécurité des Français à l'étranger qu'à l'inviolabilité de leur propriété.

Plein de cet espoir, je m'adresse aux représentants de mon pays, assuré que je suis de trouver dans leur patriotisme et dans leur raison un écho qui répondra au cri de détresse de nos compatriotes malheureux et de notre industrie en souffrance.

CH^e CHRISTOFLE.

P. S. Pour faciliter l'étude de cette question et du pays dont il s'agit, je joins à cette lettre :

- 1° Une notice géographique ;
- 2° Le plan de Montevideo et de ses environs ;
- 3° La carte des diverses provinces attenantes à la république de l'Uruguay ;
- 4° Une notice chronologique donnant le résumé très succinct de l'histoire politique de ces pays.

Il est impossible, en jetant les yeux sur ces deux cartes, de n'être pas émerveillé de la magnificence de ces contrées et de cette immense canalisation naturelle appelée à vivifier tout un monde ignoré de nos travailleurs et dont la prospérité ne demande que des bras !

NOTICE GÉOGRAPHIQUE

SERVANT A EXPLIQUER LA CARTE GÉOGRAPHIQUE DE CES PAYS.

(Voir la carte à la fin).

BUENOS-AYRES. — 34° 37' lat. S. — 58° 15' long. O. — Capitale de la province de même nom, formant partie de la République Argentine.

De 1822 à 1828, un gouvernement éclairé avait fait de Buenos-Ayres le foyer de la civilisation de ces vastes contrées.

POPULATION. — Cette ville comptait, avant 1829 : 80,000 habitants.
En 1842, depuis la dictature du général Rosas : 40,000 habitants.

SYSTÈME MONÉTAIRE. — Lors de la formation de la banque nationale, en 1825, les billets de cette banque se négociaient au-dessus du pair, c'est-à-dire à 5 fr. 50 c. pour une piastre; en 1842, le papier-monnaie créé par Rosas ne valait plus que *vingt-trois centimes* pour une piastre, à l'imitation des assignats français pendant la Terreur. C'est le signe certain des effets désastreux du régime dictatorial.

MONTEVIDEO. — 34° 53' lat. S. — 57° 20' long. O. — Capitale de la république de l'Uruguay. (Voir le plan à la fin).

POPULATION. — En 1829 : 15,000 habitants;

En 1842 : 50,000 habitants, depuis l'époque de son indépendance jusqu'au siège mis par l'armée de Rosas.

De 1836 à 1842, cette ville a reçu 31,000 émigrants européens dont

14,000 français; une ville nouvelle de cent hectares de superficie a été dessinée et aux deux tiers construite à la suite de l'ancienne cité.

Ce progrès si rapide depuis l'indépendance de Montevideo, en présence de la décadence de *Buenos-Ayres*, s'explique pour *Montevideo* :

1° Par sa situation géographique, son port étant le meilleur qu'il y ait à l'embouchure du rio de la Plata ;

2° Par le régime doux et sympathique de son gouvernement ;

3° Par son système monétaire qui n'admet pas le papier-monnaie.

Aussi, tandis que *Buenos-Ayres*, où l'argent est une marchandise, regorgeait de papier-monnaie, *Montevideo* était le marché de l'Amérique du Sud où l'or et l'argent abondaient le plus, en 1842.

BAXADA DE SANTA-FÉ ou ville de PARANA. — 31°44' lat. S. — 59° 48' long. O. — Capitale de la province d'Entrerios (entre rivières).

CORRIENTES. — 27° 28' lat. S. — 59° 48' long. O. — Capitale de la province de même nom.

Ces deux provinces sont sous l'autorité gouvernementale de Buenos-Ayres, malgré les traités formels qui ont fixé l'indépendance de leur administration, surtout pour celle de *Corrientes*; aussi cette dernière a-t-elle constamment lutté pour secouer le joug du dictateur de *Buenos-Ayres*.

Ces deux provinces sont destinées par la nature à se détacher de Buenos-Ayres dont le *Parana* les sépare, et à se confédérer avec la république du *Paraguay* et celle de l'*Uruguay* (Montevideo), à cause de l'identité d'intérêts qui unit les États de la rive gauche du *Parana* et de la *Plata*.

Ces États ainsi confédérés formeront naturellement un balancier politique entre l'empire du *Brsil* et la République Argentine (Buenos-Ayres).

Il y a, dans cette formation politique, par rapport aux intérêts généraux, une nécessité politique, commerciale et maritime, pour la navigation fluviale de cette immense canalisation naturelle.

En outre, c'est une nécessité géographique, pour la sécurité de l'empire du *Brsil* qui est limitrophe de ces quatre États.

Cette nécessité est surtout flagrante pour l'indépendance de *Montevideo* dont la situation, comme point maritime, représente en Europe celle de Gibraltar.

ASUNCION. — Lat. S. 25° 23'. — Long. O. 57° 48'.

Capitale de la république du *Paraguay*.

La population aujourd'hui connue approximativement est évaluée de 800,000 à 1 million d'âmes.

Après un séquestre politique et commercial de trente années (que *Rosas* tend à imposer au *Rio de la Plata*), ce pays mystérieux a été rendu au commerce du monde, par la mort du dictateur *Francía*, depuis 1842. Un voyageur français, M. A. Demersay, a été le premier Européen qui ait fait récemment un séjour prolongé dans ce pays, pour l'accomplissement d'une mission scientifique. Un naturaliste suédois l'a suivi de près; on lui attribue des lettres récemment publiées à *Rio Janeiro*, qui donnent des détails intéressants sur la physionomie morale, politique et économique de cette population homogène et primitive. Ces lettres représentent le président actuel, don *Carlos Lopez*, comme un homme remarquable par sa prudence, son savoir et ses bonnes intentions. Divers motifs s'opposent encore aux idées de progrès qui l'animent, et ce retard est dû surtout à la prétention du gouverneur de *Buenos-Ayres*, *Rosas*, qui ne reconnaît pas au *Paraguay* le droit d'être indépendant, comme si ce pays n'avait pas usé de son indépendance depuis 1810 aux mêmes titres que *Buenos-Ayres*.

Dans ce but *Rosas* refuse au *Paraguay* le droit de naviguer dans le *Parana* et prive, par ce moyen, le commerce du monde des relations fructueuses que lui offre le *Paraguay*. Mais ce pays renferme, à lui seul, une population égale à celle des quatorze provinces argentines, sur un territoire sept fois moins étendu; il possède de vastes et riches forêts, des prairies immenses qui nourrissent des millions de bestiaux, et enfin l'agriculture la plus avancée de toutes les provinces de la *Plata*. Or,

la pression morale exercée sur ces éléments de prospérité par le gouvernement actuel de Buenos-Ayres n'aura qu'un temps.

Déjà l'empire du Brésil, les républiques de la Bolivie et de l'Uruguay et, en Europe, le cabinet autrichien ont reconnu l'indépendance du *Paraguay*, et le jour viendra bientôt où les puissances européennes comprendront tout l'avantage que promet à leur commerce la reconnaissance de ce pays si riche, comme État indépendant.

Par sa position géographique, le *Paraguay* est limitrophe du *Brésil*, de la *Bolivie* et de *Corrientes*.

Cette condition précieuse en fera l'entrepôt obligé du commerce étranger avec l'Amérique centrale, dès que l'Europe comprendra ce que vaut ce pays.

Sous le régime colonial, l'Espagne tirait du *Paraguay* des bois de construction de fort bonnes qualités, d'espèces diverses; elle y faisait construire de très grands bâtiments qui descendaient par le *Parana*, pour achever leur armement dans le port de Montevideo, éloigné de 300 lieues de l'*Asuncion*.

En 1845, lorsque les escadres anglaise et française forcèrent le *Parana*, en détruisant, par le combat de l'Obligado, le barrage par lequel le gouverneur de Buenos-Ayres espérait les arrêter, deux bateaux à vapeur français et anglais, le *Fulton*, de 160 chevaux, et le *Firebrand*, de 240 chevaux, entrèrent du *Parana* dans le *Paraguay* qu'ils remontèrent jusqu'à l'*Asuncion*, et, pour la première fois, le pavillon de ces deux nations flotta aux yeux étonnés des Paraguayens qui accouraient regarder avec surprise les merveilles de la civilisation représentées par des bateaux à vapeur.

Ces deux escadres escortaient un convoi de bâtiments de commerce qui, après l'échange de leur cargaison contre des produits du pays, descendirent, au nombre de 117 voiles, le *Paraguay*, le *Parana* et la *Plata*, pour aller dans tous les points du globe, mais surtout en Europe, apporter directement les produits du *Paraguay*.

Ce grand événement commercial est resté inaperçu, peut-être par un calcul de l'Angleterre et par l'incurie de la France, mais il n'en sera pas moins le signal d'une révolution commerciale, politique et même sociale pour l'Amérique, révolution dont les résultats heureux ne tarderont pas à se faire sentir dans les rapports internationaux de l'Europe avec l'Amérique.

On comprendra sans peine l'importance de cette révolution dans un pays de 140,000 lieues carrées dont le climat égale celui de l'Italie, de la Grèce, dont le sol est partout d'une extrême fertilité et qui compte à peine 2 millions d'habitants, c'est-à-dire 15 par lieue carrée.

La France en nourrit 1700 !

NOTICE

CHRONOLOGIQUE, HISTORIQUE ET POLITIQUE.

L'embouchure du rio de la Plata est située par 35 degrés de latitude sud, et elle a quarante lieues de largeur, du cap Sainte-Marie, rive gauche, au cap Saint-Antoine, rive droite. 140,000 lieues carrées environ sont tributaires des divers affluents de ce fleuve. Le climat de ces territoires immenses est aussi beau que celui de l'Italie, de la Grèce et de la Syrie combinés ; il y est aussi sain que dans les parties les plus saines du globe. L'ensemble des populations qui y habitent s'élève au plus à 2 millions d'âmes. Ce chiffre ne donne pas même quinze habitants par lieue carrée.

La France en nourrit 1,700, et la Hollande 2,300!

Le cours du fleuve et de ses affluents supérieurs au Paraguay est d'environ 900 lieues. Les navires d'outre-mer peuvent remonter à 500 lieues dans le Centre-Amérique, jusqu'à l'île d'Apípe. Le rio Paraguay prend sa source au sein de la zone torride, entre les confins du Brésil et ceux de Bolivia, vers le 15^e degré de latitude sud, tandis que d'autre part il reçoit les rios Vermejo et Pilcomayo, qui descendent des Cordillères du Pérou ; c'est donc un centre d'activité commerciale indiqué par la nature, et le foyer certain d'où l'action ou la vie sociale émanera pour vivifier l'Amérique du sud.

Le parcours des eaux qui forment le rio de la Plata est de 20 degrés en latitude. — On ne s'est point arrêté encore à cette considération si pleine d'avenir pour ces contrées, où les produits spontanés de la zone torride descendent naturellement dans la zone tempérée, au moyen de cette merveilleuse canalisation naturelle.

Dès les premiers temps de la conquête, le territoire qui appartient aujourd'hui à Montevideo a été l'objet de guerres fréquentes entre l'Espagne et le Portugal.

1766. — Les Portugais fondèrent la ville de la Colonia, vis-à-vis de Buenos-Ayres, et ils la distinaient à rivaliser avec cette capitale de la vice-royauté espagnole¹.

1725. — Les Espagnols bâtirent Montevideo et en firent une place forte de premier ordre dans l'Amérique. Ce port est situé sur la rive gauche de la Plata, à 50 lieues de l'embouchure, et il domine la navigation du canal principal du fleuve. Buenos-Ayres, au contraire, n'a qu'une rade foraine située à 76 lieues de l'embouchure et sur la rive droite, moins accessible à cause de divers bancs de sable. Ces avantages géographiques que possède Montevideo ont donné lieu aux guerres entre l'Espagne et le Portugal, et aujourd'hui ils sont la cause occulte des malheurs actuels de Montevideo.

1796. — Une commission mixte limita les frontières des deux possessions; Colonia fut définitivement reconnu appartenir aux Espagnols.

1810. — Buenos-Ayres fait sa révolution.

1816. — Ce pays s'affranchit de l'Espagne et proclame son indépendance.

1817. — Le Portugal, profitant des guerres qui occupent Buenos-Ayres, s'empare de Montevideo, sous prétexte de préserver ses possessions du Brésil de la contagion des idées nouvelles. — Il n'y réussit point.

1822. — Le Brésil se déclare indépendant du Portugal.

1825. — Buenos-Ayres fait envahir la campagne de Montevideo par une armée destinée à en chasser les Brésiliens, et le gouvernement impérial du Brésil fait bloquer Buenos-Ayres pendant près de trois ans.

(1) A cette hauteur le rio de la Plata n'a que 12 lieues de largeur.

1828. — Sous le patronage de l'Angleterre, a lieu le traité de paix entre le Brésil et Buenos-Ayres, par lequel l'État oriental (Montevideo) est déclaré indépendant.

1829. — Le général Lavalle, au retour de la guerre du Brésil, s'empare du pouvoir à Buenos-Ayres. — Le général Rosas assiège Lavalle dans la ville. — Les résidents français sont excités par leur consul, M. de Mendeville, à prendre les armes pour la défense de la ville. — Origine de nos démêlés avec Rosas. — La ville capitule. — Commencement de la dictature de Rosas.

La prospérité de Montevideo déplaît à Rosas, qui voit avec peine les émigrés attachés à Lavalle se fixer dans cette ville. — En outre, Rosas prépare déjà sa grande querelle avec l'Europe, afin de nourrir, dans l'esprit de ces peuples, la crainte de la conquête européenne. — Il fonde sur ce moyen la durée de sa dictature.

1832. — Dans ce but, M. Laforest, consul de France, est refusé par Rosas, sous le prétexte qu'il avait inquiété un État américain. (Ce consul venait d'obtenir la réparation de quelques avanies au Chili.) — Rosas se déclare le protecteur-né du continent du Sud-Amérique.

1835. — Après six mois de refus, Rosas admet enfin M. de Vins de Peysac en qualité de chargé d'affaires de France, non à cause du titre émané du gouvernement français, mais à cause de ses sympathies pour la personne de M. de Vins. Le décret portant *exequatur* disait : « Sans que cela puisse être un précédent pour admettre un autre envoyé de France. »

M. de Vins mourut presque aussitôt. — M. Roger lui succéda.

1838. — Après trois ans de tiraillements dans les rapports officiels, le ministère Molé ordonne le blocus de Buenos-Ayres. — M. Molé avait deviné Rosas. — Nos différends embrassent les deux rives de la Plata.

Oribe était alors président de Montevideo. — Ses procédés hostiles envers l'escadre française qui bloquait Buenos-Ayres amènent son abdication. — Rivera lui succède. — Les agents français s'unissent à lui et relèvent le parti du général Lavalle.

1839. — Rosas envoie une armée envahir Montevideo, afin de châtier ce pays, à cause de son alliance avec les Français et aussi pour priver

ceux-ci des ravitaillements qu'ils y trouvaient. — Montevideo demande l'appui des forces françaises. — L'amiral Le Blanc forme une légion de volontaires français, et il débarque des marins et de l'artillerie, pour repousser l'armée argentine. — Cette armée s'arrête à douze lieues de Montevideo. — Elle y est battue par Rivera ¹. — Fin de la première invasion. — La légion française, désormais sans objet, est dissoute.

1840. — Lavalle est transporté, avec 2,800 soldats, sur la rive occidentale par l'escadre française. — Il assiège Buenos-Ayres avec 7,000 hommes, pendant que M. de Mackau arrivait au rio de la Plata. — Il est sur le point de se rendre maître de la ville quand par malheur, le 29 octobre, M. de Mackau signe un traité de paix avec Rosas. — Le 19 novembre Lavalle est battu par l'armée de Rosas ²; destruction de l'armée de Lavalle, mort de ce général et dévastation des provinces de l'intérieur, par l'armée de Rosas confiée au général Oribe pendant deux ans; tels sont les fruits du traité-Mackau, plus les conséquences que voici :

1842. — Deuxième invasion de l'État oriental par cette armée victorieuse, qui défait celle du général Rivera ³. — Les ministres de France, comte de Lurde, et d'Angleterre, M. Mendeville (ne pas confondre avec l'ex-consul français de ce nom), protestent, collectivement, le 16 décembre, contre l'invasion de l'État oriental par une armée argentine qui marche sur Montevideo.

1843. — Le 17 février, siège de Montevideo. — Il dure encore. — Les masses françaises, nourries des souvenirs de 1829 et de 1839, prennent les armes en faveur de Montevideo, contre l'armée de Rosas, commandée par Oribe, qui aspire à restaurer sa présidence, abdiquée par lui solennellement dès 1838. — Les Français sont désarmés par ordre de leur gouvernement, mais ils reprennent les armes le même jour sous le pavillon oriental, en protestant qu'ils ne combattent que pour défendre leur vie, celle de leurs familles, poussés qu'ils sont à cette extrémité par l'abandon du gouvernement français.

(1) Bataille de Cagancha, le 29 décembre.

(2) Bataille du Quebrachito Herrado.

(3) Bataille du Sauco, le 6 décembre.

1845. — Intervention anglo-française contre l'armée de Rosas, dans le but de protéger l'indépendance de Montevideo. Ce fut une sorte d'amende honorable aux Français non protégés jusqu'alors.

Mission Deffaudis-Ouseley. — 1^{er} échec.

1846. — Mission Hood. — 2^e échec.

1847. — Mission Walewski-Howden. — 3^e échec.

1848. — Mission Gros-Gore. — 4^e échec.

1^{er} ÉCHEC.

1845. — Mission Deffaudis-Ouseley.

Après soixante jours de négociations inutiles, elle échoue le 31 juillet, parce que Rosas-exige qu'Oribe soit imposé comme président à Montevideo.

En conséquence, les flottes combinées de France et d'Angleterre s'emparent de Colonia le 31 août, et, en représailles, les résidents français dans la campagne sont enlevés de leurs foyers en qualité d'otages, et confinés dans un village central, où ils endurent mille persécutions. Leurs établissements, abandonnés, sont ruinés.

Au mois de novembre eut lieu le mémorable combat naval d'Obligado, qui ouvrit l'accès du Paraguay au commerce européen.

1846. — Mission Hood. — 2^e échec.

Cet agent anglais, stipulant pour la France et l'Angleterre, échoue par les mêmes motifs.

1847. — Mission Walewski et lord Howden. — 3^e échec.

Mêmes efforts, même échec par les mêmes motifs. Lord Howden, malgré cet échec, lève le blocus de Buenos-Ayres; M. Walewski, plus conséquent, maintient le blocus français et reçoit les félicitations publiques des résidents anglais, ainsi que ces mêmes résidents les avaient adressées à M. Deffaudis et à l'amiral Lainé, en témoignage de leur gratitude pour leur belle conduite.

1848. — Janvier. — Mission Gros et Gore. — 4^e échec.

Ils traitent directement avec Oribe, à l'exclusion de Rosas; le traité allait être signé quand Rosas appose son *veto*. Oribe se rétracte et la guerre reste *in statu quo*; le baron Gros, obligé par ses instructions de lever le blocus de Buenos-Ayres, accorde un subside de 200,000 fr. par mois pour soutenir Montevideo, car ses instructions lui ordonnaient en même temps de ne point abandonner Montevideo.

1848. — Octobre. — Le ministre des affaires étrangères autorise l'amiral Le Prédour à déclarer à Rosas que la république n'a point avec lui les mêmes engagements que la monarchie, et lui enjoint d'engager Rosas à traiter sérieusement de la paix, sous peine des conséquences que de droit.

— Tout ce que l'on sait de cette mission, c'est qu'après 106 jours de condescendance de la part de notre amiral et de lenteur préméditée de la part de Rosas, dans le but de gagner du temps, l'amiral n'a pas obtenu, en 1849, la *moindre* concession sur les prétentions que Rosas soutient depuis 1842 contre la France et l'Angleterre.

SITUATION ACTUELLE.

Depuis sept ans bientôt, Montevideo est assiégé; son commerce avec la France, qui avait atteint le chiffre de 37,800,000 francs, est tombé à 7 ou 8 millions pour cette année; c'est donc 30 millions que perd notre commerce d'exportation depuis sept ans. Or, dans ce chiffre, le commerce de Paris est intéressé pour plus de 15 millions par an. Qu'on juge combien d'honnêtes ouvriers souffrent, dans Paris, par suite de ce déchet!

Le gouvernement de Montevideo est disposé à faire tous les sacrifices qu'exigera le rétablissement de la paix, et il est facile d'apprécier l'importance des sacrifices que Montevideo peut faire, quand on sait que le produit seul des douanes de ce pays a fait entrer dans les caisses de cet Etat la somme considérable de vingt millions de francs pendant l'année 1842, exempte de toute guerre, c'est-à-dire dans un état normal.

Devant l'Assemblée constituante, on proposait le retrait du subside et nous disions :

Le retrait de ce subside aura pour résultat :

- 1° De livrer Montevideo à Rosas ;
- 2° De lui donner raison pour sa longue résistance ;
- 3° De l'autoriser à réclamer des indemnités ;
- 4° De rendre impossible le redressement des griefs de nos nationaux ;
- 5° De perdre, sans compensation, les nombreux millions que cette guerre a coûtés à notre trésor depuis 1838 ;
- 6° De livrer nos nationaux, *sans garantie*, aux vengeances de la réaction probable après une si longue lutte.

L'Assemblée constituante a jugé, par un vote unanime, devoir continuer le subside : le refuser aujourd'hui, amènerait les mêmes conséquences ; le prolonger, c'est rester dans un *statu quo* ruineux pour notre commerce, pour notre marine, pour notre influence et onéreux pour le trésor.

Un seul moyen de solution existe.

Manufacturier exportateur, je connais les débouchés qui nous échappent, ceux qui nous manquent, ceux qui peuvent s'ouvrir à nous ; mais il ne m'appartient pas de tracer aux gardiens de l'honneur de mon pays et de ses intérêts les plus chers la conduite que la France doit tenir. Consultez MM. Buchet-Martigny, le baron Deffaudis, le comte Walewski, le baron Gros, amiral Leblanc, amiral Lainé, tous agents diplomatiques ou militaires qui ont pu juger la question sur les lieux mêmes ; consultez aussi l'amiral Baudin, qui a si dignement terminé l'affaire du Mexique, et la religion de l'Assemblée nationale sera éclairée sur les nécessités de notre politique au rio de la Plata.

CH. CHRISTOFLE,

Manufacturier, 52, rue de Bondy.

Paris, 15 juillet, 1849.